

Mauritania

Update on the context and situation of children

Pour la première fois dans son histoire, la Mauritanie a connu une alternance entre deux présidents élus démocratiquement lors des élections de juin, marquées par la victoire du candidat de la majorité. Grâce à l'ouverture du nouveau gouvernement au dialogue inclusif et aux investissements en faveur de l'accès aux secteurs sociaux de base, la scène politique est plus apaisée.

L'adoption d'une nouvelle [Stratégie Nationale de Protection de l'Enfance](#) par le Conseil des ministres lors de la célébration du 30e anniversaire de la CDE confirme un nouvel élan en faveur du développement de l'enfance dans un contexte politique favorable au développement durable et sensible aux dividendes démographiques. Le projet de la loi des finances 2020 traduit cet engagement et accorde des financements accrus en faveur des secteurs de la santé, de l'éducation et de l'hydraulique. La nouvelle Stratégie nationale jeunesse, les réformes de l'éducation et de la santé créent un environnement favorable à la réalisation des résultats clés en faveur des enfants.

La croissance économique a atteint 6,9% en 2019[1]. La stabilité macroéconomique a été maintenue, la viabilité de la dette renforcée et l'inflation contrôlée à 3,1% en moyenne. Les prévisions sont favorables, néanmoins, le développement économique demeure soumis à la forte croissance démographique (2,77%, RGPH 2013), à la volatilité des prix des produits de base, aux menaces sécuritaires régionales et à l'impact environnemental généré par l'exploitation du riche écosystème mauritanien. Occupant la 159e place sur 189 en termes d'indice de développement humain[2], 41,5% de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté[3].

La Mauritanie a présenté son premier rapport d'examen des ODD au Forum politique de haut niveau à New York en juillet 2019. Les conclusions de cette revue, combinées aux recommandations du Comité des Droits de l'Enfant (Oct/2018) informeront le nouveau plan quinquennal de la Stratégie de Croissance accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP), assurant ainsi une meilleure prise en compte l'agenda de l'enfance.

Plusieurs études (EDS/EPCV) sont actuellement en cours et permettront une solide mise à jour des indicateurs relatifs aux enfants (et des KRC) en vue de la SitAn prévue en 2021. En ce qui concerne le taux d'accès des populations à l'eau potable, il est passé de 70% en 2018[4] à 72% en 2019[5], cependant, d'importantes disparités persistent entre les zones rurales (50%) et urbaines (89%)[6]. L'accès aux services d'assainissement de base demeure limité (48%) et un peu plus d'un million de personnes (32%) pratique encore la défécation à l'air libre. Le niveau d'équipement des écoles et des centres de santé/nutrition stagne (33% et 47%) ce qui affecte la qualité de l'apprentissage et de la prise en charge des enfants malades et/ou malnutris. La pratique de l'allaitement maternel exclusif au niveau national s'est légèrement améliorée en passant à 41% selon l'enquête SMART 2019 contre 36% en 2016. Cependant, la promotion d'une alimentation minimale acceptable chez les enfants de 6 à 23 mois ne montre pas encore d'amélioration et reste inférieure à 20% à l'échelle nationale. Un total de 677458 enfants dont 51% de filles sont inscrits au primaire, soit un accroissement de 3.3% par rapport à 2018. La qualité des enseignements reçus et la capacité d'achèvement du cycle par ces enfants restent des défis majeurs. 40% des écoles sont complètes en 2019 contre 35% en 2017. L'adhésion communautaire au processus de regroupement d'écoles reste essentielle pour prévenir les abandons scolaires.

La Mauritanie est confrontée à des chocs climatiques et à des vulnérabilités chroniques liée à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui accroît la précarité de ses populations les plus démunies. L'année 2019 a été marquée par de fortes inondations au Guidimakha l'une des régions les plus pauvres de Mauritanie. Plus de 41000 personnes ont été affectées par les inondations qui ont occasionné des dégâts humains et matériels importants. A l'échelle nationale, la situation pluviométrique globale reste déficitaire par rapport à 2018. Le taux d'insécurité alimentaire était estimé à 13,3% en septembre 2019[7]. La SMART 2019 conduite durant la période de soudure indique que la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) au niveau national a légèrement baissé de 11,6% à 11,2% avec un taux de cas sévères (MAS) passé de 2,3% à 1,8%, des taux proches du seuil d'urgence nutritionnel de 2% fixé par l'OMS. Au 31 décembre 2019, on dénombrait 56662 réfugiés au camp de M'Berra dont 33476 enfants de 0 à 17 ans (59%). Une forte progression des retours volontaires a été enregistrée au premier semestre (2106 départs). Cependant, la tendance s'est ralentie par la suite en raison des conflits inter-ethniques au Mali et 4340 arrivées ont été enregistrées en 2019. Un exercice de ciblage spécifique des ménages vise à réduire progressivement l'assistance alimentaire au camp de M'Berra, ce qui nécessitera des mesures d'accompagnement à l'autonomisation des réfugiés vulnérables. Si l'afflux des réfugiés a eu un impact positif sur le développement économique de la région de Bassiknou, l'augmentation de la population dans la zone a exacerbé la dégradation environnementale. La présence des réfugiés n'a pas modifié la tradition d'hospitalité des populations hôtes et de partage des ressources liée à la transhumance[8]. Les mécanismes de règlement pacifique des litiges sont efficaces, mais les tensions pourraient s'accroître et ces mécanismes être dépassés si la pression sur les ressources naturelles continuait à augmenter sans la prise de mesures structurelles. Des synergies sont recherchées entre les interventions en cours et planifiées des nombreux acteurs et bailleurs présents dans la région pour fournir une réponse intégrée aux besoins de ces populations. Par ailleurs, des enquêtes réalisées à Nouadhibou (HCR et OIM) auprès des réfugiés et des migrants,

Mauritania

soulignent les besoins et risques encourus par les enfants dans cette zone.

[1] FMI, décembre 2019

[2] Human Development Report 2019

[3] Incidence de la pauvreté des conditions de vie, RGPH 2013

[4] Revue nationale volontaires des ODD, juillet 2019

[5] Bilan du ministère de l'Hydraulique, décembre 2019

[6] Estimations du programme de suivi conjoint pour l'approvisionnement en eau OMS/UNICEF

[7] Food Security Monitoring System (FSMS)

[8] Etude sur l'impact économique, social et environnemental des réfugiés sur les communautés hôtes, UNHCR, 2019

Major contributions and drivers of results

Tels que définis par la SCAPP 2016-2030 et le Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (2018-2022) du système des Nations Unies, UNICEF contribue à la réalisation des agenda 2030 et 2063 favorisant la réalisation de la promesse de ne laisser personne pour compte. La réforme des Nations Unies a été marquée par l'arrivée du premier Représentant du Secrétaire général et chef de l'équipe de pays.

En cette deuxième année de mise en œuvre, le bureau a poursuivi sa contribution aux huit résultats clés (KRC) en faveur des enfants, tout en portant une attention particulière à ceux visant à répondre aux défis nationaux persistants en matière de prévention du retard de croissance (KRC2) ; accès à l'éducation de base (KRC3), avec un accent particulier sur les enfants hors de l'école ; prévention des violences faites aux enfants (KRC5) et fin de la défécation à l'air libre (KRC8).

Un plaidoyer renforcé en faveur des secteurs sociaux a été porté au niveau des autorités nouvellement élues à l'occasion de la présentation du rapport national volontaire et lors de la célébration du 30e anniversaire de la Convention relative au droits de l'enfant. Un effort soutenu a été accordé au dialogue politique et au renforcement des partenariats stratégiques susceptibles d'accélérer l'atteinte des KRC, à la dynamisation des mécanismes de coordination sectorielle, à la planification et au suivi des programmes aux niveaux national, régional et local. Au niveau opérationnel, UNICEF se positionne comme un acteur clé du processus de décentralisation et du suivi des ODD, en accompagnant le développement régional de SCAPP à travers des diagnostics sectoriels (santé, éducation, WASH) qui permettent de fournir des données désagrégées, d'influencer d'importants financements structurants de la Banque mondiale et d'autres partenaires techniques et financiers, mais aussi de renforcer le ciblage des enfants vulnérables.

En ligne avec la confirmation de la volonté du nouveau Gouvernement d'accélérer la stratégie nationale pour l'institutionnalisation du genre (2015-2025), le bureau a poursuivi ses efforts pour surmonter les barrières discriminatoires envers les filles et les femmes. La participation des femmes et des filles aux dialogues communautaires a été appuyée dans le cadre de l'ATPC, des comités de gestion de l'eau et clubs d'hygiène scolaire tout comme les actions communautaires de promotion de l'éducation ciblant en priorité les filles tout en veillant à leur sécurité et à l'amélioration de l'environnement. La mise en place des groupes d'apprentissage et de suivi des pratiques de l'ANJE permet d'engager les parents dans l'identification des barrières sociales aux pratiques optimales d'alimentation, dont plusieurs sont liées au genre. Alors que la mobilisation sociale contre le mariage des enfants était freinée par un contexte peu favorable, un partenariat avec Medicos Del Mundo et le Ministère des Affaires Islamiques a su accélérer des actions de formation et de sensibilisation. La mise en place de registres dans les mosquées pour l'officialisation des mariages a permis d'annuler certains mariages concernant des enfants. Dans le cadre du programme conjoint UNFPA-UNICEF de lutte contre les violences basées sur le genre, un renforcement des capacités des religieux et magistrats a été mené pour la promotion de l'abandon des pratiques néfastes, dont les MGF, et sur la vulgarisation et la promotion de la loi sur la santé de la reproduction et le Code général de protection de l'enfant afin de renforcer la légitimité des actions de mobilisation et leur appropriation par les autorités.

Le **retard de croissance** (KRC2) chez les enfants de moins cinq ans reste stationnaire autour de 20% et ce malgré, le plaidoyer soutenu du bureau. La visite de la Présidente du Mouvement SUN prévue en 2020 permettra de poursuivre les efforts de plaidoyer afin de sécuriser un investissement de la part du gouvernement. La faible diversité alimentaire qui limite l'alimentation minimale acceptable chez les enfants âgés de 6-23 mois (17,8%, SMART 2019), souligne l'importance de la mise à l'échelle des interventions de promotion des pratiques optimales de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Une analyse comparative des résultats des enquêtes SMART 2018 et 2019 a montré une réduction plus significative

Mauritania

de la malnutrition aiguë lorsque la prévention et le dépistage précoce sont priorités parallèlement au traitement de la malnutrition aiguë. Une réduction des cas sévères de malnutrition de 30% a été observée contre 11% dans les zones où l'accent est mis uniquement sur le traitement. La malnutrition aiguë globale, quant à elle, a été réduite de 20% dans les zones où il y avait une mise en œuvre conjointe des interventions à visée préventive et curatives, contre une réduction limitée à 2% dans les zones à intervention exclusive de prise en charge des cas sévère de malnutrition aiguë. Le renforcement des capacités des agents de santé communautaires permet d'améliorer l'accès aux services de nutrition maternelle et d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, et la prise en charge des maladies de l'enfant à travers les contacts sanitaires et communautaires. Le pays est fortement engagé en faveur de l'initiative régionale pour augmenter l'allaitement maternel exclusif, toutefois, l'application du Code de commercialisation des substituts du lait maternel reste un défi malgré les efforts de plaidoyer conjoint menés avec l'OMS. Deux campagnes de masse à l'échelle nationale ont permis d'atteindre plus de 80% des enfants avec un paquet de services intégrant le dépistage de la malnutrition aiguë, la supplémentation en vitamine A, le déparasitage et le rattrapage de vaccination. Le développement d'un carnet de santé intégré de la mère et de l'enfant a été soutenu pour faciliter la notification des services prodigués et promouvoir les pratiques optimales de santé et de nutrition. Le développement et la mise en œuvre de micro-plans dans 10 départements à faible couverture vaccinale ont amélioré le taux de couverture vaccinale pour les antigènes (supérieur 90%) et la réduction de taux d'abandon (KRC1).

Afin de contribuer à l'atteinte du résultat lié à la **scolarisation universelle** (KRC3), l'éducation de base a été renforcée à travers la conception de modules de formation continue du personnel enseignant. Chef de file du secteur, plusieurs efforts ont été fournis pour accélérer l'atteinte des résultats concernant la réduction du taux de déscolarisation de 45% à 27% d'ici 2022. Presque 68000 enfants, soit 12% de l'effectif du secteur public, bénéficient de meilleures conditions d'accès à l'éducation. Dans plus de 300 écoles, les compétences du personnel ont été renforcées, les élèves équipés et l'encadrement de la communauté autour de l'école assuré. 9354 enfants déscolarisés ou non scolarisés (dont 5567 filles) ont été réinsérés à l'école primaire dans les régions ayant les taux d'exclusion scolaire les plus élevés. L'étude sur l'absentéisme des enseignants coordonnée par le bureau régional et le centre de recherche Innocenti alimentera la stratégie de pilotage du personnel enseignant et la formulation du prochain plan sectoriel PNDSE III.

D'importants progrès ont été réalisés dans le renforcement des systèmes de **protection de l'enfant pour la prévention et la réponse aux cas de violences**, d'abus et d'exploitation, y inclut dans le contexte de la programmation humanitaire. La révision de la Stratégie nationale de protection de l'enfant a été validée par le gouvernement en novembre 2019 et les systèmes de protection ont été renforcés. Le dialogue politique sur les violences faites aux enfants (KRC5), le mariage des enfants (KRC6) et l'enregistrement des naissances (KRC7) a été maintenu, contribuant à une mobilisation accrue des communautés et des décideurs, et à des engagements publics plus nombreux contre les pratiques néfastes. D'avantage de cas de protection sont désormais identifiés et pris en charge. Si cette tendance se maintient d'ici 2021, l'objectif de protéger 14000 enfants contre les violences (KRC5) sera atteint. La lutte contre le mariage des enfants gagne en visibilité grâce à un engagement soutenu des religieux et une mobilisation des magistrats contre la pratique. L'enregistrement des naissances (KRC7) est en progrès avec un allègement des procédures, notamment pour les réfugiés. La participation du pays à la [Conférence des Ministres africains en charge de l'enregistrement des faits d'État civil](#) a été l'occasion pour la Mauritanie de s'engager à conduire une évaluation de son système. L'évaluation du projet de l'Union européenne visant à protéger les enfants à risque ou victimes de violence, exploitation, discrimination, abus, négligence, est en cours de finalisation. Les recommandations et leçons apprises informeront l'accélération des progrès en faveur du KRC5.

Les progrès notables enregistrés dans le secteur **de l'eau et de l'assainissement**, sont attribuables à l'engagement du gouvernement et de ses partenaires dont principalement la BM, la BID, la BAD et l'AFD et l'UNICEF. Le renforcement du dialogue sectoriel a été favorisé et a abouti à l'élaboration et l'adoption de la feuille de route Mauritanie FDAL à l'horizon 2030. Les objectifs du plan annuel de gestion relatifs au KRC8 ont été atteints avec 160373 personnes en zone rurale et périurbaine ayant mis fin à la défécation et 23475 élèves (dont 11607 filles) ayant bénéficiés d'interventions WASH dans les écoles. 23147 personnes ont un accès durable à l'eau potable à travers des points d'eau fonctionnant à l'énergie solaire, et 16845 personnes en situation d'urgence humanitaire, dont 13585 enfants malnutris, ont bénéficié des interventions WASH. Un accent particulier a été mis sur la consolidation des mécanismes de suivi et évaluation du secteur de l'eau et assainissement. Le « management response plan » relatif à l'évaluation du projet dans le Département de Koubenni (Hodh El Garbi) a été mis en œuvre, les leçons apprises de cet exercice sont utilisées pour accélérer les progrès vers les KRC8. D'importants efforts restent cependant à fournir pour consolider les acquis, mobiliser davantage de ressources financières et de partenaires autour de l'assainissement en particulier, renforcer la coordination sectorielle et les partenariats stratégiques pour assurer la pérennité des services WASH permettant une couverture universelle à tous les niveaux dans un contexte marqué par les impacts des changements climatiques et une forte croissance démographique particulièrement en zone péri-urbaine.

Dans un contexte où plus de la moitié de la population est âgée de moins de 20 ans (54,4%), le bureau a accordé une attention particulière à la participation des jeunes, au renforcement de l'offre et des opportunités éducatives au profit des enfants déscolarisés/non scolarisés et à la mise en place de mécanismes participatifs propices au renforcement de la redevabilité sociale et du contrôle citoyen. Les adolescents et les jeunes adultes des communautés réfugiés et hôtes ont été

Mauritania

reconnus en tant qu'acteurs de la paix pour renforcer les relations intra et intercommunautaires. En collaboration avec le Ministère de la Jeunesse, les associations de jeunes et le secteur privé, des démarches ont été entamées pour le déploiement rapide de U-Report. Une stratégie liée à l'initiative « Generation Unlimited » a été élaborée et le processus d'évaluation de la stratégie nationale de la jeunesse et des sports (2015-2020) appuyé. Un nouveau projet de renforcement des capacités relatives aux compétences du 21e siècle et à l'employabilité a été mis en œuvre en milieu périurbain. La collaboration avec le Réseau national des jeunes a également permis une forte opération de plaidoyer lors des élections présidentielles à travers le recueil des doléances des enfants et la signature par plus de 60000 jeunes d'une pétition incitant les candidats aux élections à respecter les aspirations de la jeunesse.

La réalisation de plusieurs vidéos, sur les thématiques liées aux KRC prioritaires, a suscité l'intérêt du grand public en augmentant considérablement le trafic sur les pages « UNICEF Mauritanie ». La page Facebook de UNICEF Mauritanie a été classée au niveau national parmi les dix pages les plus populaires et 3e page à plus forte croissance.

Des outils pour promouvoir les pratiques optimales favorables au bien-être de l'enfant ont été mis à la disposition des partenaires. Les acteurs des niveaux méso et macro ont été formés en techniques de communication en faveur de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des interventions de communication. Ils sont intervenus auprès des communautés pour influencer l'abandon des normes sociales néfastes, tout en suscitant la demande et l'utilisation des services sociaux de base. Plus d'un million de personnes a été sensibilisé à l'importance de diversification alimentaire et des micronutriments pour lutter contre la malnutrition au cours des deux campagnes nationales de nutrition. 10000 ménages ont reçu des messages sur la vaccination lors de causeries éducatives et de visites à domicile.

Le projet pilote de protection sociale dans la région du Guidimakha a permis d'ajouter un paquet complémentaire d'interventions multisectorielles aux activités du programme national de transfert monétaire *Tekavoul*, afin de maximiser les impacts sur les bénéficiaires. Dans le cadre du partenariat stratégique avec Tekavoul et la BM, plus de 22000 ménages vulnérables ont reçu des messages promotionnels sur les PFE et disposent d'outils pour assurer le bien-être de leurs enfants.

Grâce aux efforts de mobilisation de ressources réalisés (81% de financement – HAC 2019), le bureau a poursuivi la mise à l'échelle des **interventions humanitaires** dans les régions fortement affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ou par l'afflux de réfugiés, dont 120623 personnes dans le Département de Bassiknou accueillant plus de 56000 réfugiés maliens (dont 59% d'enfants) ayant fui l'insécurité. 27,512 enfants âgés de 6-59 mois ont été traités à l'échelle nationale de janvier à décembre 2019 soit une couverture de 102% par rapport à la cible annuelle de 26,930 cas. Grâce au partenariat stratégique avec un consortium d'ONG partenaires, les trois indicateurs de performances en rapport avec le taux de guérison, le taux d'abandon et de décès répondent tous aux normes « SPHERE ». La synergie avec le volet santé communautaire se poursuit et se renforce à travers la conduite d'une phase de test d'implication des agents de santé communautaires, cependant l'approvisionnement en RUTF demeure totalement dépendant des financements ORE. Plus de 3260 personnes ont été approvisionnées en eau potable en réponse aux inondations. 8846 enfants réfugiés, dont 55,6% de filles, ont eu accès à l'éducation au camp pour l'année 2019 et 13600 enfants de la communauté hôte de Bassiknou ont reçu du matériel pédagogique. Le taux de réussite au DEF et BAC au camp était de 84% et 58% respectivement. Un diagnostic de l'éducation au Hodh Chargui a fourni des pistes concrètes d'investissement dans le secteur, notamment pour le futur projet de la Banque mondiale. Par ailleurs, 4922 enfants ont bénéficié d'une intervention de protection de l'enfance depuis janvier 2019 dans le camp de réfugiés et la communauté hôte.

Bien que le système de clusters ne soit pas activé dans le pays, la coordination dans les secteurs de l'éducation, la protection des enfants, la nutrition et l'eau-assainissement a été assurée. En termes de préparation aux urgences, un stock de contingence multi-sectoriel a permis la réponse aux inondations et l'équipe de Bassiknou a contribué à la revue du plan de contingence en réponse aux réfugiés piloté par le HCR.

Le suivi du taux d'utilisation des financements a permis au bureau d'enregistrer en décembre 2019 un taux d'utilisation globale de 99%, une **utilisation budgétaire** répartie entre les fonds RR 98%, OR 98% et ORE 99%. Les fonds BMA ont été utilisés à 99%. Le renforcement du contrôle interne et des outils de suivi ont permis une amélioration des indicateurs de performance ainsi que la mitigation des risques réputationnels liés à la durée des règlements des fournisseurs. Le benchmark de 25% a été respecté grâce à une élaboration rigoureuse du cashflow prévisionnel de la part des différentes sections du bureau. Les activités de clôture des comptes annuelles ont été effectuées avec succès et dans les délais requis.

La mise en œuvre totale du **HACT** a été une priorité du bureau en 2019. Le renforcement de l'unité HACT a permis d'accompagner les programmes dans les processus de gestion des partenariats et a conduit à des améliorations sensibles dans la planification, l'exécution et le reporting des activités d'assurance (taux d'exécution des visites programmatiques de 124% et de 122% pour les vérifications ponctuelles) ainsi qu'au déploiement réussi des plateformes eTools et UNPP. 95% des micro-évaluations et 100% des audits planifiés ont été réalisés.

Le bureau a poursuivi ses efforts pour atteindre un équilibre sur les volets diversité géographique et genre. Si la balance

Mauritania

genre demeure un défi de taille, le taux de parité en matière de genre est de 39% en progression de trois points par rapport à 2018. Les besoins en ressources humaines ont été comblés dans les délais fixés, et aucun poste impliqué dans l'atteinte des résultats clés pour les enfants (KRC) n'est resté vacant. Des avancées importantes ont été réalisées pour améliorer les conditions de travail et le moral du personnel. La retraite annuelle a été axée sur l'intelligence émotionnelle et la communication interpersonnelle et les travaux de réhabilitation, totalisant 123840 \$US, du bureau central ont été lancés en octobre 2019 grâce à l'appui apprécié du bureau régional.

Les équipements et logiciels ICT ont été maintenus aux normes et standards de l'organisation pour assurer un appui efficient et efficace aux programmes.

La valeur totale des dépenses liées à l'achat de **biens et services** s'élève à 11,2 millions \$US en 2019 (en hausse de 37,5% par rapport à 2018), dont environ 51% d'achats assistés. Une meilleure planification dans la phase d'identification des besoins des programmes a été enregistrée en 2019 à travers, d'une part, la gestion liée à l'expiration des grants, et d'autre part, le renforcement de la collaboration avec les agences onusiennes par la mise en place de LTA afin d'optimiser les ressources et faire des économies d'échelle.

Le bureau a réalisé une nette progression en matière de **mobilisation de ressources** avec la sécurisation de 75% du financement du Programme pays (2018-2022). Les fonds ORR mobilisés en 2019 ont atteint 33,7 millions (contre 7,9 millions en 2018), enregistrant ainsi le plus haut taux de financements ORR depuis 2012 et un taux de financement ORE avoisinant ceux de 2013-2014. Parmi ces avancées, un financement pluriannuel de la BMZ de 20 millions \$US pour la période 2019 à 2023 a été sécurisé grâce à l'appui du bureau régional pour un projet de résilience couvrant la Mauritanie, le Mali et le Niger. La consolidation des relations avec les bailleurs traditionnels (EU/ECHO, OFDA/FFP/BPRM, DFID, Peacebuilding Fund, NatCom français et espagnol) et la recherche de financements devront se poursuivre notamment pour les composantes suivantes : la lutte contre les carences en micronutriments, la petite enfance et la jeunesse.

Lessons Learned and Innovations

Pour répondre aux enjeux clés qui consistent à faire converger les interventions thématiques et à opérationnaliser les actions au niveau régional où se concentrent les défis fragilisant la mise en œuvre, le bureau a intensifié ses efforts afin de : (i) démontrer/documenter la validité, l'efficacité et la pérennité des politiques et stratégies nationales au niveau opérationnel dans le but d'influencer la prise de décisions et les ajustements nécessaires, (ii) identifier et corriger les goulots d'étranglement ayant un impact négatif sur la mise en œuvre des activités opérationnelles et l'atteinte de résultats tangibles pour les enfants, (iii) accorder une attention adéquate aux diversités socio-culturelles, aux dynamiques de population et aux nouvelles problématiques des milieux péri-urbains et iv) améliorer l'efficacité et l'efficacité des programmes.

Le plaidoyer auprès des PTF, particulièrement, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'AFD pour influencer les investissements dans des secteurs clés (Santé-nutrition, éducation, protection sociale, WASH, jeunesse), particulièrement dans les régions affectées par l'extrême pauvreté ou des situations humanitaires a été poursuivi. La convergence d'au moins trois interventions pour améliorer la qualité des soins maternels et néonataux/adolescents au niveau communautaire doit être poursuivie. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique de santé communautaire, l'approche locale a permis d'accélérer les processus de formation et d'installation des agents de santé communautaire. Les défis résident dans leur supervision et leur approvisionnement en médicaments et intrants.

Devant la récurrence des sécheresses, il s'avère nécessaire de poursuivre le plaidoyer pour assurer une contribution de l'État au plan de financement du programme de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère. Grâce à l'accompagnement de l'UNICEF, la Mauritanie est un des rares pays à avoir contribué à la plateforme d'optimisation de la chaîne de froid (CCEOP) sur fonds du gouvernement.

L'engagement dans le dialogue sectoriel a permis des avancées notables et le développement de nouveaux plans sectoriels (santé, éducation, protection sociale, jeunesse) prévu en 2020 offrent de belles opportunités stratégiques pour poursuivre l'atteinte des KRC. Dans le secteur WASH, toutefois, la mise en place d'une coordination sectorielle, la construction d'un secteur résilient aux changements climatiques et l'accès aux nouveaux financements liés aux changements climatiques tels que le GEF et GCF ainsi que l'élargissement des partenariats stratégiques aboutissant à des financements pluriannuels demeurent des défis importants.

Bien que l'insertion des enfants hors de l'école dépasse la cible visée par le programme, la durabilité du mécanisme d'insertion est loin d'être garantie et le suivi des cohortes insérées doit faire l'objet d'engagement ferme des autorités éducatives accueillant ces enfants. Grâce à un partenariat avec le bureau UNICEF Mali, la fourniture de plus de 19000 manuels scolaires officiels du Mali a été assurée en faveur des enfants réfugiés du camp de M'Berra.

Mauritania

Le bureau a intensifié ses efforts en matière d'**innovation**. En 2020, le projet Wellness Pass en partenariat avec GAVI, Master Card, OMS et Gifted Mom, pourrait contribuer à réduire le gap de couverture, via un identifiant unique. Le projet d'éducation numérique pour l'apprentissage du français au profit des enfants déscolarisés est désormais opérationnel au sein d'un dispositif impliquant un centre de formation supérieur de l'Université de Nouakchott et un centre d'insertion d'enfants non scolarisés, situé dans un quartier périphérique de Nouakchott. La collecte de données en temps réel (RTM) via Rapid Pro a amélioré les informations au Guidimakha et au Hodh Chargui en particulier pour le suivi de l'ANJE. Le lancement de U-Report est envisagé en 2020, tout comme celui de PRIMERO qui permettra de faciliter l'aiguillage entre les services de protection et les bénéficiaires. Le système d'information et de gestion de l'éducation testera une approche pour le suivi de l'absentéisme des enseignants. Dans le secteur WASH, un système d'information est développé pour le suivi de l'état des infrastructures en eau potable ainsi qu'une cartographie pour l'identification des localités sur biseau sec. Enfin, des innovations non technologiques sont à l'étude en matière d'éducation nutritionnelle pour réaliser des actions auprès des populations vulnérables ou difficiles à atteindre et n'ayant pas accès aux technologies. Enfin, le bureau compte renforcer son engagement avec le secteur privé afin d'assurer une meilleure couverture des services sociaux de base et contribuant à l'atteinte des KRC.

Avec un agenda de la protection sociale renforcé par le nouveau gouvernement, les partenaires du secteur ont prévu une mise à l'échelle d'un modèle intégré de protection sociale au Guidimakha (Financement SDG Fund/Leave no one Behind; UNICEF-lead; PAM et BIT) qui permettrait de coordonner les différentes initiatives de protection sociale dès février 2020, jusque-là, exécutées de manières fragmentées, afin de maximiser leurs impacts auprès des populations vulnérables et de réajuster certains ciblage d'interventions, afin de ne laisser personne pour compte. Le projet intégré UNICEF/PAM sur la résilience financée par la BMZ offrira une unique opportunité de maximiser les synergies d'intervention à tous les niveaux et ainsi démontrer des résultats probants afin qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte en plus de renforcer la cohérence entre l'action humanitaire et la programmation à plus long terme. Ce projet intensifiera l'utilisation de l'énergie solaire dans les programmes d'hydraulique villageoise afin de mieux appréhender la dimension changement climatique dans la programmation WASH.

Les revues à mi-parcours du CPD et du CPDD planifiées en 2020 permettra de revoir la contribution à l'atteinte des résultats clés pour les enfants (KRC/ODD) et assurera de le suivi des observations du Comité des droits de l'enfant. Le bureau accompagnera le pays dans les processus des rapports UPR et CIDPH.

En ligne avec les recommandations du Bulletin du SG visant la tolérance zéro, et suite à la réception d'une importante contribution *RR Set Aside*, le bureau poursuivra ses efforts en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels par la mise en œuvre de son plan d'action. Le bureau finalisera également sa stratégie de prévention de la fraude.

Enfin, dans un contexte de la Présidence mauritanienne du G5 Sahel, et en collaboration avec le BR, il sera important de développer une série d'« *investment cases* » et d'évènements qui permettront de créer des espaces de dialogue et des dynamiques sociales en faveur des enfants.